



SECTION DE GUIPAVAS DU PARTI SOCIALISTE

Travail sur le bilan du mandat de François Hollande.

La fédération du Finistère encourage les militants à travailler sur le bilan du mandat de François Hollande « axé sur les aspects positifs ». S'il est naturel et souhaitable que les militants soient mis à contribution, il est curieux que ce travail soit demandé, si près de l'échéance. Les militants auraient bien aimé être plus largement associés au projet, à un moment où il était encore possible d'infléchir la politique du gouvernement.

En effet, la Gauche disposait, il y a moins de cinq ans, de la Présidence, du Gouvernement, de la majorité à l'Assemblée et au Sénat, de nombreuses régions, de Départements, de nombreuses communes... Après autant de pertes consécutives à des consultations démocratiques, il ne nous est pas facile de dire : pas mal !

En 2012 c'était donc le moment, quand avant, c'était maintenant.

Avec 600 000 chômeurs de plus de catégorie A, avec 25% des salariés du privé au chômage et malgré un plan de 500 000 chômeurs en formation, c'est un échec, lourd, conséquent et tragique.

Un CICE qui s'est avéré être un marché de dupes avec le MEDEF, une réforme territoriale non aboutie, des réorientations européennes qui n'ont pas eu lieu, ..., de trop nombreuses erreurs, dont la plus pathétique est sans aucun doute le débat sur la déchéance de nationalité, mécontentent les camarades et sympathisants de gauche.

Le recul sur le dossier du nucléaire, la gestion du projet de notre Dame des Landes, ont par ailleurs déçu les écologistes qui ont quitté le gouvernement.

Mais, un peu de rose, la lecture du travail effectué par nos représentants "de terrain" nous a toujours été agréable car correspondant aux engagements pris. Nous pensons aux actions de notre Députée, Chantal Guittet et aux orientations prises au niveau du Département, Finistère et Solidaire.

Les errements du gouvernement sont cependant gravées dans les mémoires des camarades de la section de Guipavas et minimisent les néanmoins bien réelles réussites. Ils reconnaissent toutefois que « cela aurait certainement été pire » avec la droite au pouvoir.

Janvier 2012, Le Bourget. Le candidat François Hollande demande « à être évalué (...) sur cette seule promesse » : « Est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? ». « Ma priorité c'est la jeunesse ! ». La section de Guipavas a retenu ce thème et revient sur les avancées de ce quinquennat.

Si l'«**allocation d'études et de formation**» universelle, sous condition de ressources, revendication historique du syndicat étudiant Unef, a pour l'instant été abandonnée, c'est au profit de diverses mesures individuelles, comme un élargissement des bourses, la suppression des aides au logement APL pour les enfants de parents payant l'ISF, ou encore l'ouverture aux 18-25 ans de la prime d'activité. Le versement des bourses aux étudiants a été prolongé de 4 mois après les études dans un dispositif d'aide à la recherche d'un emploi. La bourse lycéenne sur critères sociaux a été revalorisée. On note quelques avancées positives concernant la vie étudiante : "la création d'un portail de vie étudiante, la carte de séjour pluriannuelle pour les étudiants étrangers, le lancement d'une carte européenne de l'étudiant, ou encore le plan bibliothèque ouverte", notamment.

Dans le domaine de **l'éducation**, Les 60 000 postes dans l'éducation et le rétablissement de la formation professionnelle des professeurs ont été menés à bien, de même que la généralisation de la spécialité numérique à toutes les séries du baccalauréat. Pour les décrocheurs, un « droit à un capital formation pour entrer dans la vie professionnelle » a bien été mis en place, ainsi qu'un accompagnement personnalisé pour les élèves les plus en difficulté et déscolarisés. Quelque 12 500 jeunes de 16 à 18 ans qui reprendraient leurs études après un décrochage se voient octroyés une bourse de 1000€ .

Dans le domaine de **l'emploi et de la lutte contre la précarité**, Le gouvernement a mis en oeuvre plusieurs mesures. De nombreux jeunes ont bénéficié des « *emplois d'avenir* » notamment en outre-mer, dans les quartiers sensibles et dans l'économie sociale et solidaire. Les contrats de « génération » ont eu, eux, plus de mal à trouver preneurs. De même, le gouvernement a fini par renoncer, faute de demande, aux emplois francs, ces contrats exonérés de cotisations sociales pour inciter les entreprises à embaucher les jeunes des quartiers difficiles. L'encadrement des stages, avec une gratification augmentée et obligatoire à partir de deux mois est une réelle avancée pour les jeunes.

Dans **le domaine du logement**, 40 000 logements étudiants devraient être construits sur l'ensemble du quinquennat. Pour faciliter l'accès au logement, le gouvernement a aussi créé en 2013 une caution locative étudiante (Clé), permettant à l'Etat de se porter garant pour les jeunes locataires. Réservée d'abord aux étudiants précaires de moins de 28 ans, elle a été étendue en 2014 à tous les étudiants qui n'ont pas de garants, quels que soient leurs revenus, leur situation familiale, leur nationalité. L'ensemble des jeunes devrait être concerné par ce dispositif.

Dans le domaine de **la santé**, François Hollande a fait voter dès 2012 un « *forfait mineur contraception* » pour offrir aux mineures « *l'accès à une contraception gratuite et accompagnée* ». Le remboursement intégral de la contraception des jeunes filles de 15 à 18 ans est entré en vigueur le 31 mars 2013. La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) devrait être ouverte aux jeunes en rupture avec leur famille (entre 30 000 et 50 000 jeunes concernés).

Expérimentée dans dix territoires pilotes à partir d'octobre 2013, **la garantie jeune**, sorte de RSA de 460 euros à destination de jeunes « en situation d'isolement et de grande précarité », peu ou pas diplômés et ne poursuivant ni études ni formation, a été déployée dans 72 départements en septembre 2015, avant d'être étendue à tout territoire volontaire à la mi-mars 2016. L'Etat, qui prévoyait de toucher 100 000 jeunes avec le dispositif initial, devrait en toucher 200 000 d'ici la fin du quinquennat.

Universel, mais non obligatoire, le dispositif « **services civique et militaire** » s'est vu renforcé, financé non plus à hauteur de 300 millions mais de 1 milliard d'euros. On observe un engouement pour le service civique, avec un ratio de deux candidats pour une offre. Cependant, comme le service civique (environ 600 euros), le service militaire volontaire est gratifié faiblement (340 euros), et reste limité à un an.

Il convient de ne pas oublier dans la liste des progrès pour la jeunesse l'adoption du **mariage pour tous**.

L'ouverture du droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels apporte aux jeunes époux (comme aux plus vieux !) de même sexe les mêmes droits que les couples hétérosexuels mariés.

En conclusion, les mesures déployées en faveur des jeunes ont sans aucun doute amélioré leur condition de vie. Cependant la vraie injustice reste la difficulté de l'accès à l'emploi et les perspectives d'un avenir meilleur pour notre jeunesse semblent compromises. Là les chiffres parlent d'eux mêmes ! Sur le plan macroéconomique, le taux de chômage des jeunes en France a grimpé de plus de quatre points depuis le début du quinquennat.

Pour la section PS de Guipavas :

Fabrice HURET
Secrétaire de section

